

pays en développement. La mise de fonds sera de 7,7 millions de dollars. Ces bourses s'ajouteront aux quelque 2 000 bourses d'études que le Canada accorde annuellement aux pays du Tiers monde.

## Culture

Parmi les projets culturels adoptés, on retrouve des programmes d'aide à la création, un prix international de la francophonie (industries de la langue), la publication de collections de livres en français de la communauté francophone afin de créer un vaste marché francophone du livre qui favoriserait les échanges dans toutes les directions, et des projets communs.

En outre, la ministre des Affaires culturelles du Québec, M<sup>me</sup> Lise Bacon, s'est dite prête à participer à des projets tels la mise sur pied d'une banque d'échanges de programmes de télévision ou l'élaboration d'un plan concerté de production et de diffusion de vidéo-clips en français.

Associée au projet TV-5 qu'elle a lancé, la France a complété cette panoplie de projets en annonçant son intention de créer une agence d'information télévisée servant

à alimenter en images les bulletins de nouvelles. Actuellement, les pays francophones dépendent à plus de 90 % de services anglophones. Le Canada a donné son accord à la condition que ce soit un projet multilatéral auquel tous les pays intéressés puissent être associés.

Selon le premier ministre Bourassa, qui a conclu les travaux du Sommet à titre de rapporteur général, « tous ces projets sont la preuve que ce Sommet aura été l'indispensable préface d'une véritable francophonie ».

## Second Sommet à Québec

À l'initiative du gouvernement canadien, le deuxième sommet des pays ayant en commun l'usage du français se tiendra dans la ville de Québec d'ici 1988. Cet événement sera organisé et présidé par le gouvernement fédéral, en étroite collaboration avec le gouvernement du Québec.

Les modalités de ce deuxième sommet seront pour l'essentiel les mêmes que pour celui qui vient de se terminer, soit un sommet à deux volets : un volet économique et politique; un volet dit de coopération culturelle et technique, qui sera prépondérant.

## Objectif atteints

Le premier ministre du Canada s'est déclaré très satisfait de cette première expérience car ses objectifs ont été atteints, tant pour l'expression de la dimension francophone du Canada que pour l'établissement d'une base nouvelle de coopération internationale.

M. Mulroney a cité à cet égard la mise en place de nouveaux programmes canadiens de coopération dans le domaine des communications, de la langue et en particulier des banques de données et de la terminologie. Le Canada a mis de l'avant un nombre important de possibilités de coopération, utilisant ses compétences reconnues, au bénéfice de ses partenaires francophones.

Le premier ministre canadien s'est particulièrement réjoui du fait que le Sommet aura donné raison à ceux qui, comme lui, n'ont jamais douté de sa valeur et de sa nécessité.

La francophonie en ressort grandie, une nouvelle dynamique s'est instaurée entre ses chefs d'État et de gouvernement. Il nous incombe de la préserver et de rapprocher l'horizon où la francophonie aura atteint sa maturité : le Canada, quant à lui, s'y engage résolument.

## Visite officielle consécutive au Sommet

Immédiatement après le Sommet de la francophonie à Paris, le premier ministre Brian Mulroney a effectué une visite officielle en France les 20 et 21 février.

Le chef du gouvernement du Canada a déposé une gerbe à l'Arc de Triomphe sur la tombe du soldat inconnu. Il a été ensuite reçu à déjeuner au palais de l'Élysée par le président Mitterrand avec lequel il s'est entretenu en tête-à-tête avant de rencontrer M. Laurent Fabius, à l'hôtel Matignon.

Une séance de travail élargie a réuni à Matignon plusieurs ministres canadiens et français aux côtés des deux chefs de gouvernement pour faire le point sur les échanges et les relations bilatérales. Le premier ministre Mulroney s'est aussi rendu à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris pour rencontrer plusieurs grands patrons français qu'il a engagés, au cours d'une allocution, à investir davantage au Canada.

Le premier ministre a également tenu, à cette occasion, à rassurer les industriels sur les conséquences d'une éventuelle libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis : « Les négociations que nous nous proposons d'engager ne sont dirigées contre personne », a-t-il dit.

## À l'Académie française

L'Académie française a reçu, le 20 février, en la personne du premier ministre Mulroney,



*Le premier ministre Brian Mulroney a signé, à l'Académie française, l'entente consacrant le « Grand Prix de la francophonie », et a participé pendant une dizaine de minutes à la séance hebdomadaire du dictionnaire.*

son onzième « chef d'État » depuis sa fondation, en 1635, et a accueilli avec joie la décision du gouvernement canadien de fonder

un Prix international de la francophonie, doté d'une bourse de 400 000 \$, dont l'illustre assemblée est devenue le dépositaire.

M. Mulroney a été accueilli, dans la Salle du dictionnaire de l'Institut de France, par le secrétaire perpétuel de l'Académie, M. Maurice Druon, et en présence d'une trentaine de membres.

Comme c'est la coutume depuis la fondation de l'Institut, les Académiciens ont adopté un nouveau mot : FORESTERIE : « nom féminin (mot d'origine canadienne). Ensemble des disciplines et des méthodes relatives à la culture, la protection et l'exploitation de la forêt, et à l'administration de ses richesses ».

Le premier ministre Mulroney a aussi accepté de ses hôtes une médaille marquant le 350<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Académie, ainsi qu'une magnifique reproduction de la Bible de Gutenberg offerte dans un luxueux coffret.

Dans son allocution, M. Mulroney a parlé des efforts incessants de la communauté francophone d'Amérique, « en butte à l'envahissement de l'anglais puisqu'elle vit à l'ombre de quelque 250 millions d'anglophones ».

Le premier ministre a déclaré que le Prix de la francophonie, financé par le Canada et tous les autres pays qui voudront y contribuer, devait couronner l'œuvre d'un écrivain francophone « qui illustrerait la langue française en contribuant à son enrichissement et à sa diffusion dans les domaines de l'informatique et de la science ».